BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. – 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e – Téléphone : 296-02-20

Prix: 5 F.

ISSN 0753 - 8707

LE PREMIER CONGRES DU M.R.P

Maurice-René SIMONNET ancien ministre ancien Secrétaire Général du M.R.P.

Il y a 40 ans, le 26 novembre 1944, dans Paris libéré trois mois plus tôt, se tenait le congrès constitutif du Mouvement Républicain Populaire que bientôt tous les Français apprendraient à connaître sous ses initiales : M.R.P.

Ce congrès fut un vaste rassemblement de démocrates d'inspiration chrétienne et de catholiques sociaux unis pour créer un nouveau parti regroupant ceux dont l'engagement politique, civique ou social s'inspirait du même idéal de progrès social et de liberté et qui venaient de participer à la Résistance. Rien de plus symbolique à cet égard que le choix par le congrès des premiers dirigeants du parti : président d'honneur :

le fondateur du Sillon, Marc SANGNIER; président : le porte-parole de la France Combattante : Maurice SCHUMANN: secrétaire général : André COLIN, ancien président de l'Association Catholique de la jeunesse Française, l'A.C.J.F.. A ce congrès de fondation se cotoyaient ceux qui avaient appartenu entre les deux guerres au Parti Démocrate Populaire ou à la Jeune République, des syndicalistes chrétiens, des animateurs du journal l'AUBE et de la revue POLITIQUE, des dirigeants des Semaines Sociales et des responsables des mouvements de la jeunesse catholique ouvrière - J.O.C., agricole - J.A.C. - et étudiante -J.E.C.

Tous voulaient construire ensemble une formation politique nouvelle. Ce désir de renouveau leur fit préférer l'appellation de Mouvement à celle de parti. Tous voulaient aussi que cette formation participat à la création d'une République Nouvelle. Et les chrétiens seraient des membres fondateurs de cette quatrième république et non pas des «ralliés» à une république créée sans eux, sinon contre eux, comme l'avait été la troisième république. D'où le terme républicain inséré dans le titre du Mouvement. Tous voulaient enfin que cette formation politique nouvelle s'adressât à tous, et non pas à une petite élite et permit aux hommes et aux femmes de toutes les classes et de tous les milieux sociaux de s'engager dans la politique et d'y ex cer des responsabilités : le Mouvement serait «populaire».

Ce Mouvement Républicain Populaire

héritait de son devancier immédiat, né dans la clandestinité : le Mouvement Républicain de Libération d'une charte intitulée : Lignes d'action pour la Libération, que j'avais aidé André COLIN à rédiger en avril 1944 à Vernoux, en Ardèche, à partir des notes rédigées par l'étudiant lyonnais Gilbert DRU, martyr de la Résistance.

Ce congrès fut celui de l'enthousiasme et de l'espoir. Nous sentions que notre heure était venue de diriger la nation. Déjàs trois des nôtres : Georges BIDAULT, François de MENTHON, Pierre-Henri TEITGEN étaient ministres dans le gouvernement provisoire de la République. Moins d'un an après, nos espoirs se réalisaient : des millions d'électrices et d'électeurs élisaient 150 députés M.R.P. à la première Constituante. Dix huit mois plus tard, les élections à la deuxième Constituante faisaient du M.R.P. le premier parti de France!

SOMMAIRE

Page 1 : Le premier Congrès du M.R.P.

Pages 2 : Il y a 40 ans naissait le MRP

et 3

Page 4 : A Toulouse au congrès du

CDS: Militants d'hier et

d'aui ourd'hui

Pages 5 : Le Congrès National du CDS

et 6

Page 7 : Sécurité, Pauvreté

Page 8 : Le Congrès de l'Association du

Traite Atlantique à Toronto

Page 9 : Victimes des barbares

Page 10 : Action pour la dignité humaine

Est- Ouest ou Nord-Sud

Page 11 : L'Eglise et les ouvriers en

France (1840-1940)

Page 12 : Le sursaut

L'Etat de santé de notre président, Jean Letourneau, qui a subi deux interventions chirurgicales et a besoin d'une convalescence assez longue, a conduit le Bureau de notre amicale à retarder la date du banquet destiné à rappeler le souvenir de la fondation du M.R.P.

Chaque adhérent de l'amicale sera informé de la date et du lieu de ce banquet et des conditions de participation.

ILYA QUARANTE ANS NAISSAIT LE M.R.P.

par Robert BICHET député honoraire

Il y a quarante ans naissait le M.R.P. C'est en effet les 25 et 26 novembre 1944 que se tint à Paris le «Congrès constitutif du Mouvement».

Si le M.R.P. était, comme nous disions alors «issu de la Résistance», il était cependant l'héritier d'une longue tradition que je ne ferai qu'évoquer.

L'origine remonte à la Révolution, où des hommes des trois ordres, au nom de leur idéal chrétien, revendiquèrent la liberté et prirent position contre les injustices et les privilèges.

En 1830, Lamennais, Lacordaire et l'équipe de «L'Avenir» appellent de leurs voeux un renouveau chrétien. Ils veulent disent-ils «la reconquête des esprits par la liberté». Mais Rome s'inquiète de l'audace de «L'Avenir» et le 15 Août 1832 condamne l'attitude de ses rédacteurs.

C'est la même volonté de renouveau qui en 1848 anime «L'Ere nouvelle» d'Ozanam, de l'Abbé Maret et de leurs disciples. Le IIe Empire mettra fin à leur tentative.

Il faudra attendre 1891 et la publication par Léon XIII de l'encyclique Rérum Navarum, et février 1892 sa lettre sur le rallièment à la République, pour assister à un véritable bouillonnement politique suscité par les initiatives diverses éparses des «Abbés démocrates», qui mènent la lutte en ordre dispersé. Il faudra du temps pour contrôler, coordonner, organiser leur action et aboutir le 15 mai 1896 au «Congrès où est fondé le Ouvrier de Reims» «Parti Démocratique Chrétien», premier parti démocrate chrétien créé dans le monde. Le «Bon père» Léon Harmel en est le Président, l'Abbé Lemire le secrétaire général. Victime de ses origines diverses, le parti n'arrive pas à se structurer ce qui n'empêche pas quelques imprudences qui amènent la publication de l'encyclique Graves de Communi de 1901 qui interdit l'usage à des buts politiques de l'expression «démocratie chrétienne»:

La disparition du «Parti démocratique et chrétien» va favoriser l'envolée du «Sillon» qui n'est encore formé que de cercles d'éducation populaire : Marc Sangnier va en effet galvaniser des miliers de jeunes venus de tous les milieux, bourgeois, ouvriers, employés, paysans, et réaliser cette magnifique épopée du

«Sillon» qui marquera si durablement toute une génération.

La condamnation du «Sillon» par Pie X, en Août 1910 brisera certes le mouvement mais pas l'esprit qui l'anime. On assiste à un véritable jaillissement d'organisations chrétiennes d'origines et de buts divers qui finalement se rejoindront au M.R.P.

Contentons-nous de les énumérer.

C'est l'association Catholique de la jeunesse française (ACJF) qui donne naissance à des mouvements spécialisés : la jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.)' la jeunesse agricole chrétienne (J.A.C.), la jeunesse étudiante chrétienne (J.E.C.), la jeunesse indépendante chrétienne (J.C.) la jeunesse maritime chrétienne (J.M.C.).

Ce sont «les Semaines sociales» sorte d'Université Ambulante qui examine à la lumière des enseignements de l'Eglise les Grands problèmes du temps.

C'est la Confédération Française des Travailleurs Chrétiers (C.F.T.C.)

C'est aussi la naissance de deux partis d'inspiration chrétienne : la Jeune République (J.R.) et le Parti démocrate populaire (P.D.P.)

C'est en marge de ces mouvements et en formant l'esprit les philosophes chrétiens : Georges Fonsegrive, Maurice Blondel, Jacques Maritain, Etienne Borne

A l'initiative de Francisque Gay et Georges Bidault, une tentative de regroupement de toutes ces forces éparses autour du journal «l'Aube» est effectuée en 1938.

Le 12 novembre en effet, se tient un magnifique Congrès qui aboutit à la formation des «Nouvelles Equipes Françaises». Mais un an après, c'est la guerre et l'occupation.

Tous les chrétiens qui militaient dans des mouvements divers avaient une commune volonté de liberté, de justice, de respect de l'homme, qui ne pouvait s'épanouir et s'exprimer que dans un régime démocratique. Aussi quand en juin 1940 tout s'éffondra d'un seul coup dans la débacle : nos armées, nos structures politiques, administratives, économiques, sociales, quand l'ennemi occupa tout le pays, imposant sa loi, quand toute la France fut dans les ruines, la honte et désespoir, les hommes de cette tendance n'hésitèrent pas et se retrouvè-

rent tous — ou presque — dans la Résistance.

Ainsi aux premiers rangs de la Resistance on trouve des hommes qui ont milité dans l'une ou l'autre des formations de la «démocratie chrétienne».

Ces hommes réfléchissent en commun et songent alors à se regrouper, après la guerre, en une formation unique.

Certains rêvent d'un «Travaillisme français». D'autres, dont Georges Bidault, inclinent plut ôt pour un grand parti d'inspiration chrétienne diffèrent de la J.R. ou du P.D.P. et laissant un rôle important aux forces non encore engagées dans la politique comme l'ACJF et les mouvements spécialisés comme la CFTC. Ce fut finalement cette tendance qui l'em porta. L'initiative en revint à deux jeunes: Gilbert Dru et Gilibert aidés par A. Colin et M.R. Simonnet.

Gilbert Dru est un responsable de la J.E.C. de Lyon. Il est en relation avec la résistance de Lyon et dans l'été 1943 il rédige un «Projet d'introduction à une action révolutionnaire des jeunes Français». Il suggère de fonder un «Mouvement Républicain de Libération» dans le but de regrouper « la mystique des droits de l'homme et la mystique démocrate d'inspiration chrétienne». André Colin lui conseille de rencontrer Georges Bidault. Cette rencontre sera déterminante. Avant d'être arrêté par la Gestapo et assassiné en pleine place Bellecour en juillet 1944, Gilbert Dru se dira séduit par sa rencontre avec Georges Bidault qui approuvait son projet et acceptait de prendre la tête du nouveau mouvement pour aboutir «non seulement à la libération du territoire, mais à la libération totale de l'homme».

Après les premières rencontres de Lyon, des réunions se tiennent à Paris chez l'un ou l'autre de nos amis : Raymond Laurent, Jean Letourneau, Charles Flory. C'est ainsi que naquit le «Mouvement Républicain de Libération».

Un premier manifeste :« Lignes d'action pour la Libération» est diffusé dans la France occupée, il précise les conditions essentielles de la libération de la France, de la libération de l'homme, de la libération de l'Etat».

Pendant l'insurrection de Paris et sa libération le «Mouvement Républicain de Libération» affiche sur les murs de Paris une proclamation qui déclare notamment: «Paris est libéré!

«Nos hommes ont été à l'avant-garde de la bataille!

«... Il faut continuer la lutte pour la libération totale du pays, pour la conquête de toutes les libertés! Le Mouvement Républicain de Libération vous appelle tous au combat!»

Paris libéré, , quelques jeunes du Mouvement occupent les locaux de l'hebdomadaire : «Je suis partout» 186 rue de Rivoli. C'est là que, dès fin Aout 1944. s'installe le «Centre National du Mouvement».

C'est là que le dimanche 4 septembre, se tient la première réunion officielle du Mouvement. On trouve là le grand vétéran : Marc Sangnier, Georges Bidault président du C.N.R. tout auréolé des récentes manifestations de la libération de Paris, François de Menthon, Ministre de la Justice, qui arrive d'Alger, Pierre-Henri Teitgen qui vient de s'évader d'un train de déportés, Francisque Gay, André Colin, Jean Letourneau, Robert Lecourt, Charles Flory, les Bour et beaucoup d'autres. Tous viennent du combat clandestin.

L'enthousiasme est grand ! On rêve de liberté, d'une démocratie vraie, idéale. C'est le but du nouveau Mouvement. Mais tout de suite il apparait que le nom de «Mouvement Républicain de la Libération» risque d'être confondu avec celui d'un mouvement de résistance : «Mouvement de libération Nationale» auquel appartiennent beaucoup d'entre nous. Certains songent à appeler le mouvement «Démocratie chrétienne». Les jeunes des mouvements spécialisés s'y opposent, ils craignent une renaissance de l'anticléricalisme, ils refusent tout «confessionnalisme» qui éloignerait de nous les humanistes incroyants.

Ce n'est que quelques jours après que Georges Bidault fait approuver le nom de «Mouvement Républicain Populaire», «Mouvement» et non «parti». Les partis à la fin de la IIIe République se sont déconsidérés. Un «Mouvement» s'adaptera mieux aux circonstances, il saura mieux donner à l'action politique des formes nouvelles et hardies.

«Républicain» parce que la République apparaît aux Français comme le régime de tous qui, dans toutes les causes nationales, a exalté les sentiments du peuple.

«Populaire» parce que nous entendons travailler pour le peuple, avec le peuple, en faisant confiance au peuple tout entier et pas seulement à une «élite» coupée de la «masse».

Le Mouvement doit maintenant se

structurer, se constituer, rayonner sur tout le pays. C'est des 25 et 26 novembre que date la fondation officielle du M.R.P. Le Congrès constitutif se tint à la société de géographie dans une salle vieillote du boulevard Saint-Germain, trop petite pour nous contenir à l'aise. Nous étions quelques centaines «pour épancher ensemble, dira Maurice Schumann, la honte de Munich et pour rêver encore et déjà — d'un regroupement fraternel qui rapproche la politique de la morale.

Dans la salle beaucoup de visages familiers qu'on retrouvait avec émotion après plus de quatre ans d'une épouvantable séparation. mais plus encore, de visages jeunes, énergiques et inconnus qu'on n'avait jamais rencontres jusqu'ici dans des réunions politiques. Phénomène nouveau : il y a beaucoup de femmes et aussi un grand nombre de paysans et d'ouvriers parce que le mouvement plonge ses racines en pleine terre populaire

Ce qui anime ces jeunes, ces hommes, ces femmes dans la pleine lumière de nos libertés retrouvées, c'est un sentiment de grandeur, de renouveau, d'espérances.

Malgré une sorte de querelle des anciens et des modernes, le climat est à l'union. Finies les petites chapelles, les petits partis jaloux de leur indépendance.

Le deuxième jour, la volonté d'aboutir à un grand rassemblement est éclatante et c'est dans l'enthousiasme que sont définis les statuts et les structures du Mouvement et lancé au pays le «Manifeste du M.R.P.».

«Il ne monta plus alors de la salle vers l'estrade, écrira Georges Hourdin, que des applaudissements, des ovations et la Marseillaise».

Un grand Mouvement était né qui allait pendant quinze ans marquer de son empreinte la politique de la France.

Voici les membres du Bureau et de la Commission exécutive désignés après le Congrès Constitutif.

Bureau:

Président d'honneur : Marc Sangnier Président : Maurice Schumann

Vice-Présidents: Simone Rollin, Maurice Guerin, Jean Catrice, Français Reille-Soult, Paul Bacon.

Délégué Général : André Colin. Secrétaire Général : Robert Bichet Trésorier : André Pairault.

Commission exécutive permanente :

Membres de droit : Les ministres : Georges

UN TEMOIGNAGE

Le M.R.P. a rendu trois grands services au pays.

En premier lieu, il a conquis, pour les chrétiens, droit de cité dans la République. N'oublions jamais que quatre de ses présidents nationaux furent des Compagnons de la Libération! Aucune formation politique ne pourrait en dire autant.

En second lieu, le M.R.P. a introduit la dimension familiale dans la politique sociale. A cet égard, le rôle de Paul Bacon fut immense. Au surplus, la création de l'UNEDIC et des ASSEDIC est due à l'initiative qu'il a prise comme ministre du Travail du général de Gaulle dès 1959. Sans cette réforme essentielle, les effets du chômage, déjà dramatiques, auraient sans nul doute entraîné la rupture de la paix civile.

Enfin, le M.R.P. a transformé l'Europe, communauté d'inquiétude, en communauté d'espérance. Sans les étapes franchies grâce à Robert Schuman, le général de Gaulle n'aurait pas pu, dès 1963, signer avec le chancelier Adenauer le traité qui a rendu irréversible la réconciliation franco-allemande.

Ces résultats furent salutaires et, surtout, ineffaçables. Nous avons lieu de faire confiance à l'histoire.

Maurice SCHUMANN

de l'Académie Française Sénateur du Nord ancien ministre

Bidault, François de Menthon, Pierre Henri Teitgen et les membres du Bureau Membres élus : Solange Lamblin, Robert Lecourt, Jean Letourneau, Francisque Gay, Fernand Bouxom, Louis Bour, Max André, André Debray, Henry Boissard, Georges Hourdin.

En 1945, plusieurs personnalités dont certaines rentraient de déportation complètèrent la Commission exécutive: Charles Barangé, Charles Flory, Albert Gortais, Robert Prigent, Henri Teitgen, Louis Terrenoire et Gaston Tessier.

militants d'hier et d'aujourd'hui

André François MERCIER
Député Honoraire
Président de la section de Neuilly du CDS de 1967 à 1982

S'il est un rassemblement qui donne confiance en l'avenir, c'est bien celui de Toulouse autour du Maire Dominique Baudis et des jeunes dirigeants du C.D.S.

Que disions-nous il y a quarante ans lorsque se fonda le MRP et que disent aujourd'hui les leaders du C.D.S. : c'est le même langage.

Il est frappant de constater que les thémes principaux évoqués par les intervenant ont été inspirés, comme autre fois, par quatre préoccupations:

- D'abord parler vrai : c'était le slogan inscrit en grosses lettres sur la banderole du Congrès. Tant d'arrières pensées et de propos contradictoires font douter aujourd'hui de la volonté des hommes politiques de s'attaquer aux vrais problèmes. A Toulouse, il fut surtout question de problèmes concrèts et de la volonté des dirigeants CDS de préserver une certaine «morale», au risque de ne pas apparaître comme des turbulents qui chercheraient surtout à se faire remarquer.
- Puis tenir un langage conciliant, à la recherche d'un «surcroit de cohésion sociale, gage des victoires futures». Ces propos de Jacques Barrot ne supposaient aucun abandon de nos positions actuelles dans l'opposition, mais confirmaient bien le rôle de notre mouvement «centriste» à la recherche permanente d'un équilibre social et politique.
- Lutte pour les idées oui, culte d'un homme, non : Pierrre Méhaignerie l'a rappelé avec clarté en affirmant : L'engagement politique est un mouvement exactement inverse de celui qui conduit à remettre son destin, ses choix, son avenir entre les mains d'un homme ... Notre Mouvement a une histoire, il est porteur de valeurs de choix. Son horizon dépasse celui qui est assigné à un homme. C'est à nous de juger les hommes par rapport à notre engagement, aux valeurs et aux projets dont le CDS est porteur ...»

Le MRP n'a-t-il pas vécu avec de Gaulle, et malgré les difficultés politiques que cela allait engendrer, des préoccupations aussi graves sans jamais céder à des emballements de circonstances. Nous avons aujourd'hui avec l'élection

du Président de la République au suffrage universel une tentation à évoquer le rôle des hommes plutôt que celui des tendances. Il est courageux et utile de rappeler ce principe essentiel auquel nous entendons rester fidèle. Notre choix d'un candidat aux présidentielles sera, en temps utile, facilité par notre fidélité à nos principes.

Notre doctrine inspirée par l'idéal chrétien fondé sur la liberté et la justice reste pour nous notre raison d'être. Nous ne nous réclamons pas du titre de «Démocrate Chrétien» pour ne pas compromettre la Hiérarchie mais personne ne se trompe lorsqu'on évoque le CDS.

- Etre Européen: Sans le MRP hier, l'Europe n'aurait pas vu le jour en 1950. Quelle joie aujourd'hui de retrouver Pierre Pflimlin aussi enthousiaste qu'il y a 30 ans, longuement applaudi par les congressistes debout, parler en qualité de Président du Parlement Européen, de la nécessaire unité politique de l'Europe et du combat à mener pour y parvenir.

Le MRP a trouvé au CDS son véritable prolongement. C'est sans doute pourquoi Pierre Mehaignerie a souligné l'adhésion au cours de ces derniers mois de nombreux anciens du MRP.

Si nous évoquons les hommes, nous sommes rassurés : le renouvellement des générations s'est bien effectué. Ce n'est pas un hasard si le président et le secrétaire général sont les fils de deux anciens députés MRP qui ont laissé un souvenir d'inébranlable attachement à notre cause: Alexis Mehaignerie et Noël Barrot. Ajoutons que la période difficile de l'après 1958 durant laquelle Jean Lecanuet et Pierre Abelin portèrent, quasiment seuls, la responsabilité de notre parti, est bien révolue. Quelle joie de voir à la Tribune défiler cette cohorte de jeunes, pleins de talent et d'ardeur et apporter leur message de fidélité à notre idéal.

Merci Bernard Stasi, René Monory, Jacques Mallet, François Bayrou, Pierre Bernard Reymond, André Diligent, Dominique Baudis: la relève est assurée.

Les témoignages de Jean Lecanuet.

Pierre Pflimlin, André Fosset et Alain Poher ont aussi permis de vérifier l'inébranlable conviction d'anciens leaders du MRP.

La moisson demain sera belle. Le combat pour la reprise du pouvoir ne se fera pas sans nous.

En 1986, il s'agira de conquérir un nombre plus important de sièges à l'Assemblée Nationale et en 1988 de faire élire, par notre choix, le Président de la République le plus proche de nos idées. Nous ne dénoncerons jamais assez les «magouilles» que prépare la majorité actuelle. A voir le découpage en vue des élections cantonales de 1985, on peut s'attendre pour 1986 à des manoeuvres encore plus iniques et plus désespérées. C'est pourquoi le congrès de Toulouse a choisi de s'en tenir au régime électoral majoritaire et de dénoncer toute modification décidée par le pouvoir, laquelle relève uniquement d'une volonté de trucage.

Rassurons-nous, quels que soient les moyens employés par l'équipe dirigeante actuelle, les erreurs commises depuis 1981 sont si accablantes qu'elles déclencheront un sursaut. Les Français trompés une fois par les tenants de doctrines élaborées au 19ème siècle, au début de l'ère du machinisme, choisiront ceux qui tiendront un langage vrai et moderne. Ils chercheront à alléger le poids d'un Etat envahissant, ils se méfieront de ceux qui auront tenté de resteindre leur liberté en matière d'enseignement ou de presse, ils condamneront sans appel toute alliance avec les représentants de Moscou en France.

Le fait majoritaire a profondément modifié le comportement de la classe politique. Il faut s'en réjouir car la stabilité du pouvoir a enfin été trouvée. Il faut s'en plaindre car la France est coupée en deux.

L'avenir du CDS passe aussi par une tentative de mener une politique d'apaisement et de réconciliation. Cela restera toujours notre espérance et notre programme.

Le Congrès National du C.D.S

Jean COVILLE

Le Congrès National du C.D.S., qui s'est tenu à Toulouse les 26, 27 et 28 octobre, a été une superbe démonstration de la permanence des principes et des valeurs, que le M.R.P. s'est efforcé de défendre, souvent avec succès, de 1945 à 1965.

Plus de 2000 militants, venus de toute la France, avaient répondu à l'appel des organisateurs de ce Congrès, qu'il convient de féliciter tant pour l'excellence des dispositions matérielles adoptées que pour la qualité de l'accueil offert aux congressistes. La chaleur de ceux ci répondit à ces dispositions et à cet accueil, d'autant plus aisément que le soleil illumina la belle ville de Toulouse pendant ces 3 journées.

Comme on comprend la fierté de son maire, Dominique Baudis, dont un ancien comme moi a plaisir à rappeler qu'il fut le premier responsable des jeunes du Centre démocrate, quand celuici fut fondé aussitôt après la campagne pour l'élection présidentielle de décembre 1965, marquée comme personne ne l'a oublié, amis ou adversaires, par la très belle performance de Jean Lecanuet.

Dominique Baudis le rappela d'ailleurs dans son allocution d'accueil du Congrès. Puis, avec des formules particulièrement heureuses, le jeune maire de Toulouse mit d'emblée le congrès sur la bonne orbite, qu'il ne quitta plus.

Nous ne sommes pas ici, assura-t-il, pour nous perdre en discussions byzantines sur une éventuelle «cohabitation» avec quelqu'un en 1986, mais pour nous occuper des problèmes de fond, qui se posent à la France et aux Français.

Les principes qui nous guident nous interdisent toute tentation de revanche sociale ou de réaction économique. Certes la France et les Français subissent le choc de l'expérience socialiste. Décevante pour les uns, exaspérante pour les appauvrissante pour autres, elle aura eu pour principal mérite de mettre en pleine lumière la réalité du socialisme, qui était mal connue, y compris dans nos rangs. Car bien avant de gouvemer l'Etat, le socialisme dirigeait déjà les «états d'esprit». Aujourd'hui il ne contrôle plus que l'Etat car les esprits se sont heureusement affranchis. Mais nos aveuglements passés pourraient-ils justifier de nouvelles fascinations excessives, devant les mirages d'un ultra-libéralisme, dont les conséquences pourraient être aussi désastreuses que celles de l'expérience que nous subissons.

Au printemps 1981 les Français ont cru voir arriver le Père Noël, mais ils ont bientôt constaté que sa hotte était vide, puis ils ont découvert que sa barbe était fausse et enfin ils se sont aperçus qu'il avait dérobé leurs souliers. Aujourd'hui ils ne demandent qu'une chose : qu'on ne leur raconte plus d'histoires et qu'on leur dise la vérité. A nous de répondre à cette attente.

Un tonnerre d'applaudissements a salué cette péroraison.

Jacques Barrot a souligné que le C.D.S. ne s'est jamais réduit à être le support électoral d'un homme, si éminent soit-il, car il a une doctrine et entend la faire prévaloir. Certes le socialisme est en déroute, mais il faut être en mesure de le remplacer par des choix clairs vers l'avenir.

Le C.D.S. a beaucoup progressé ces dernières années, surtout au plan local : il a 600 conscillers généraux au lieu de 400 précédemment, 21 présidents de conseils généraux au lieu de 9 et 4 présidents de régions.

En effet, dans la commission économique notamment, il y avait de nombreux élus locaux qui intervinrent efficacement. Présidée par René Monory, cette commission présenta des propositions très claires, que l'on peut ainsi résumer :

- 1. l'Etat doit se retirer de la gestion des entreprises:
- 2. l'Etat doit cesser d'enfermer l'entreprise dans un carcan règlementaire (contrôle des prix, des licenciements, de la formation professionnelle etc ...)
- 3. l'allègement des charges fiscales et sociales est indispensable :
- 4. c'est la vitalité des entreprises et notamment des petites entreprises qui permettra de créer des emplois et donc de lutter contre le chômage.
- 5. l'entreprise, espace de liberté et de responsabilité, est le lieu privilégié de l'épanouissement de la personne humaine et de l'avènement de nouvelles formes de relations sociales.

Cependant, comme le souligne très fortement le manifeste adopté par le Congrès, si la liberté de l'entreprise et l'économie de marché sont le moyen de l'efficacité économique, la justice sociale ne peut être obtenue sans redistribution

des revenus, compensation des charges familiales et couverture des risques tenant à la maladie, à la vieillesse et au chômage.

Mais cette action visera à protéger les faibles et non à instaurer une société d'assistés. Ce qui conduira à assurer une protection de base à tous, en laissant à chacun le soin de la compléter par des assurances personnelles.

Le Congrès a dénoncé la dégradation de la situation sociale de la France et constaté qu'un nombre très important de personnes se trouvent aujourd'hui sans ressources. C'est le cas notamment des chômeurs «en fin de droits» et de ceux qui n'ont jamais trouvé de travail.

Pour faire face à cette situation, le Congrès a réclamé la création immédiate d'un fonds spécial de lutte contre la grande pauvreté, qui donne aux français les plus démunis un revenu minimum d'existence, en contrepartie d'un travail effectué pour le compte de collectivités ou d'établissements publics locaux. Le système serait géré de façon décentralisée par les bureaux d'aide sociale.

André-François MERCIER rend compte d'autres aspects de ce très riche Congrès, qui a manifesté la parfaite unité du C.D.S. Pierre MEHAIGNERIE, réélu président pour 2 ans, le souligna dans son allocution finale. «Il n'y a pas entre nous de problèmes de petites phrases», dit-il. Puis avec force et clarté il tira les leçons du Congrès et fit plusieurs propositions à l'adresse des Français.

Il affirma d'abord que, si le C.D.S. n'est inféodé à aucun homme, il n'admettra pas non plus que se produise dans l'opposition une lutte fratricide pour le pouvoir, que le pays n'admettrait pas davantage. Le C.D.S. agira auprès des hommes et des partis de l'opposition pour faire taire les divisions.

Puis il aborda le problème du chômage et de la solidarité sociale : «c'est vrai, dit-il, que nous n'aurions pas fait disparaitre le chômage, si nous avions été au pouvoir entre 1981 et 1984 et c'est vrai qu'il ne disparaitra pas d'un coup de baguette magique, si nous revenons au pouvoir en 1986. Mais on peut le combattre autrement qu'on l'a fait et assurer aux plus démunis le minimum

(suite page 6)

LE CONGRES NATIONAL DU C.D.S.

(suite de la page 5)

qu'est le logement et la nourriture. Il

- limiter pendant plusieurs années la croissance des dépenses publiques;
- alléger les carcans règlementaires et les contraintes administratives;
- maintenir le système de protection sociale, en préservant les acquis, mais en ouvrant des perspectives d'évolution de ce système;
- définir une politique familiale qui réponde à la gravité du déclin démographique de la France;
- rendre le pouvoir aux Français, en luttant contre la centralisation politique, administrative et financière;
- introduire partout la motivation, le risque, la responsabilité, l'initiative;
- donner à toutes les réflexions et à toutes les décisions la perspective européenne et internationale, en manifestant une volonté de fermeté face au bloc soviétique et de dialogue entre les peuples.

Je ne puis terminer cet article sans évoquer l'émouvante soirée au cours de laquelle de nombreux délégués étrangers apportèrent des témoignages de solidarité avec ceux qui se réclament en France de la démocratie chrétienne. Ces délégués venaient de plusieurs pays d'Europe, mais aussi d'Asie et d'Amérique latine et leurs témoignages montrèrent à quel point les idées que nous défendons sont vivantes dans de nombreux pays.

Les plus impressionnants de ces témoignages furent assurément ceux de M.M. Valéry PROKHOROV (dissident soviétique), Emile NAIM (Liban), Omayoun TANDAR (Afghanistan) et Andrès ZALDIVAR (Chili).

Ils exaltèrent en termes excellents la résistance indomptable des valeurs morales dans des pays opprimés par la force matérielle «Quand vous parlez de nous, vous faites reculer les murs de nos prisons», a dit Mr. PROKHOROV.

De telles paroles ne pouvaient que rencontrer le chaleureux assentiment de ceux qui sont aujourd'hui au C.D.S. et qui étaient autre fois au M.R.P.

Claudius PETIT, qui présidait la dernière séance du Congrès, rappela que les deux inspirateurs de cette famille politique sont Marc SANGNIER et Robert SCHUMAN, qui ont porté à un très haut degré la défense de telles valeurs : ce sont précisément eux dont les portraits sont apposés sur les murs du siège de notre amicale.

NATIONAL DU C.D.S

Président : Pierre MEHAIGNERIE Secrétaire Général : Jacques BARROT Premiers Vice-Présidents: René MONORY Bernard STASI

Vice-Présidents : Jean Pierre ABELIN Pierre BERNARD-

REYMOND

Nicole BERTROU Jean-Marie DAILLET Yves MARCHAND Roger PARTRAT

S'y ajoutent 4 secrétaires généraux a djoints, 10 secrétaires nationaux et 10 militants élus par le Congrès.

AMIS DÉCÉDÉS

Aimée CAYARD (Charenton, Val de Marne)

Thierry, fils de Jean et Marie-Louise CAYEUX (Paris 15e)

Juliette FLEOUTER (Chevilly-Larue, Val de Marne)

Roger LALLEMAND (Nancy)
Jean LAMBERT (Paris 8e)

Mme Lucien MASQUELIER (Le Perreux, Val de Marne)

Gaston NIOLLET (Boulogne s/Seine)

Ernest PIED-DAIGNEL (Le Bény-Bocage, Calvados)

Auguste SEMPE (Auch, Gers) André VILLATEL (Paris 14e)

DANS CHAQUE VILLE DE FRANCE AU COIN DE LA RUE ...

1984 marque le quarantième anniversaire de la naissance du «Mouvement républicain populaire». C'est dire que la génération qui fonda le M.R.P. en 1944, est donc aujourd'hui sexagénaire pour les plus jeunes, plus couramment septuagénaire ou octogénaire. Qu'en adviendra-t-il dans dix ans, en 1994?

Le culte rendu aux anciens fait partie de notre culture et de notre dette de gratitude. Pour maintenir et honorer la mémoire des pères fondateurs et pour que le souvenir des grands ancêtres ne s'efface pas de la mémoire des générations montantes, rien de tel, à défaut d'élever une statuaire urbaine dans le bronze, le marbre ou la pierre — , que les plaques émaillées au coin des rues, places et jardins, pour rappeler quotidiennement au passant le souvenir et l'œuvre des pionniers du Mouvement, qui s'inscrit dans une longue tradition.

A nous les survivants — à titre provisoire — de rappeler aux responsables municipaux de notre commune, qu'il serait peut être opportun de dédier une rue, une place ou un jardin public, à l'un de ces hommes d'Etat de notre famille d'esprit, en hommage de reconnaissance publique pour les services rendus à la patrie en des temps difficiles.

LIGUE DES CONTRIBUABLES

Président : Jacques BLOCH-MORANGE 21 rue Danielle Casanova 75001 PARIS

LEGION D'HONNEUR

Jules CATOIRE, ancien député M.R.P. du Pas de Calais, a remis la légion d'honneur au titre de la Résistance à Jules CARPENTIER, ancien militant de notre Mouvement

Nous lui adressons nos très chaleureuses félicitations.

UN RECORD

A St Etienne un petit épicier a été cambriolé 73 fois en 2 ans 1/2. Ces cambriolages ont tous été déclarés à la police, qui n'a ni inquiété ni même retrouvé les malfaiteurs. Le malheureux commerçant a été acculé à la faillite. Exemple lamentable de la non-protection des citoyens dans ce pays.

SECURITE

La justice était aûtre fois représentée par une balance en position d'équilibre. Maintenant c'est impossible : la justice penche du côté des coupables, présentés commes des victimes de la société.

Les non coupables sont moins protégés que les coupables puisque les premiers peuvent être tués et pas les seconds.

Il est déjà anormal de tenir la balance égale entre le vice et la vertu, mais que ce soit le premier qui soit avantagé montre l'étendue de la décadence de notre société.

«Il n'est pas normal, a déclaré Mr Raymond BARRE, que celui qui met en jeu la vie des autres ne mette: pas en jeu la sienne». On ne saurait mieux dire.

Quoi que prétendent de beaux esprits, qui ne fréquentent pas le monde des malfaiteurs, le jour où les assassins en tous genres auront conscience de courir le risque du chatiment suprême, il y aura moins d'amateurs pour attaquer les vieilles dames et les jeunes enfants. La peur du chatiment est une loi de la natu-

re, fort bien comprise dans ce milieu.

Voilà un beau sujet de référendum, qui serait très apprécié par les Français. Ceux ci pensent avec raison qu'il n'existe pas de société sans règles, ni de lois sans sanctions. Le bon sens l'indique, mais une étrange perversité habite une certaine intelligentsia très influente sur le pouvoir actuel.

C'est tout un changement d'attitude morale qu'il faudrait opérer, conduisant à favoriser le bien et à combattre le mal. C'est ce qu'on apprenait autrefois à l'école primaire et qu'on n'apprend plus maintenant aux jeunes enfants. Pour améliorer la situation, il faudrait donc commencer par une réforme de l'éducation

Il faudrait bien d'autres mesures, que nous ne mentionnerons pas dans ce bref article, sauf une qui est capitale : rendre confiance à la police et augmenter ses moyens.

L'Etat n'a pas besoin d'être banquier, industriel, transporteur, éducateur, etc ...

d'autres peuvent le faire aussi bien et même mieux que lui. Par contre son rôle essentiel est d'assurer la sécurité des citoyens. A cet effet aucun moyen ne doit être marchandé. Moyens matériels et humains.

Il est possible qu'il y ait assez de policiers, à condition qu'ils soient occupés uniquement à surveiller et à poursuivre les malfaiteurs. Pour les tâches administratives des commissariats et les surveillances diverses il n'y a pas besoin de champions de tir et de Karaté. Des auxiliaires, pouvant être recrutés parmi les chômeurs, suffiraient pour tenir des registres, pour aider les enfants à traverser la rue devant les écoles et même pour assurer le gardiennage des ministères. des squares et des ambassades. Il y aurait alors davantage de vrais policiers pour combattre sans merci les agresseurs d'octogénaires et les pilleurs de caissed'épargne.

La sécurité est le premier des biens dans un Etat digne de ce nom.

PAFPRETÉ

Bien entendu on ne peut comparer la France aux pays du Sahel, où des millions d'hommes, de femmes et d'enfants meurent de faim par suite d'une sécheresse prolongée et d'une insuffisance d'équipements et de moyens de culture, utilisés ailleurs avec succès dans des conditions semblables, par exemple en Israél.

Nous y avons déjà fait allusion dans d'autres articles : l'Occident en général et la France en particulier pourraient y remédier, mais il en faudrait la volonté, ce qui est sans doute le plus difficile.

Va-t-elle man quer aussi en France pour vaincre la pauvreté qui s'accroit gravement dans notre pays ?

L'abbé Pierre, qui fit une campagne retentissante il y a 30 ans contre la misère qui était à nos portes, élève à nouveau la voix pour protester contre le scandaleux spectacle des récoltes détruites et des tonnes de nourriture mises à la poubelle chaque jour dans les restaurants

d'avions, de trains, d'entreprises, d'écoles etc ... alors que des milliers de personnes n'ont pas de quoi manger à Paris et dans les grandes villes.

Si l'Etat n'accomplit pas son devoir dans ce domaine, comme dans quelques autres, nous souhaiterions que ceux de nos amis qui ont des responsabilités municipales s'emploient très activement à lutter contre ces situations scandaleuses et à porter secours à ceux qui en ont besoin.

Un journaliste parisien écrivait récemment avec pertinence que si un séisme s'abattait sur Paris et que des milliers de personnes étaient sans abri et sans nourriture «on trouverait une solution»: on peut donc la trouver aussi pour les milliers de personnes qui sont sans abri et sans nourriture à Paris et dans d'autres grandes villes sans qu'il y ait eu de séisme.

Qu'est ce qui empêche de multiplier les péniches comme celle de l'Armée du Salut qui se trouve sur la Seine ? La Ville de Paris pourrait s'en procurer. Elle pourrait aussi installer rapidement des baraquements dans les bois de Neuilly et de Vincennes, qui lui appartiennent. L'esthétique y perdrait, mais le sauvetage de milliers de nos concitoyens a priorité sur l'esthétique.

On pourrait aussi collecter les vivres, qui sont perdus et qui seraient distrubués à ceux qui en ont besoin.

Et on pourrait affecter cette main d'œuvre à ces tâches, comme l'a réclamé le Congrès National du C.D.S.

Il ne manque pas de choses utiles à faire dans les villes et qui seraient rentables avec une main d'œuvre aussi peu coûteuse.

Anciens militants et sympathisants du M,R.P. mobilisez vous pour une telle mission.

LE CONGRES DE L'ASSOCIATION DU TRAITE ATLANTIQUE A TORONTO

Jean COVILLE

Du 9 au 12 octobre, s'est tenue à Toronto la 30ème assemblée annuelle de l'association du Traité de l'Atlantique. C'était la 3e fois que cette assemblée se tenait au Canada, les assemblées précédentes s'étant tenues à Ottawa en 1964 et en 1974.

L'association du Traité de l'Atlantique a pour but d'établir un lien entre les responsables de l'Alliance atlantique et les opinions publiques des divers pays de l'Alliance.

Elle s'efforce de faire connaitre au public les problèmes de l'Alliance et les solutions qui y sont apportées et de développer les échanges et la compréhension mutuelle entre les pays membres de l'Alliance.

Les assemblées annuelles sont l'occasion pour les responsables de l'Alliance de faire le point de la situation au moment de cette réunion et de faire connaitre les difficultés rencontrées et les objectifs poursuivis. C'est aussi l'occasion pour les membres de l'association de faire connaitre leur opinion aux responsables de l'Alliance.

Les 16 associations nationales, membres de l'association du Traité atlantiaue, étaient représentées à Toronto par plusieurs centaines de délégués. L'association française, que préside notre ami Alfred Coste-Floret, était représentée par 25 délégués. En l'absence de son président, la délégation française était conduite par Mr Robert Abdesselam, vice-président.

Les principaux sujets traités au cours de cette assemblée ont été les suivants :

- 1. perspectives d'une future génération de dirigeants soviétiques.
- 2. perspectives d'un nouveau dialogue avec l'U.R.S.S.
- 3. la défense par missiles ballistiques;
- 4. l'accroissement des forces conventionnelles;
- 5. l'alliance atlantique et la zone du Pacifique;
- 6. les problèmes de restructuration de l'OTAN dans l'avenir.

Comme on le voit, ce sont de vastes sujets et les congressistes n'avaient

pas la prétention de les traiter à fond.

Néanmoins une discussion animée et utile s'est produite entre délégués européens et américains à propos d'un partage plus équitable des charges de l'Alliance. Il est certain que les Américains supportent la plus grosse part de ces charges et il serait souhaitable que les Européens accroissent la leur, notamment au moyen de forces conventionnelles plus nombreuses et plus puissantes.

Malheureusement la conjoncture économique, sociale et financière actuelle ne se prête guère à des augmentations massives de dépenses. Néanmoins l'assemblée a approuvé l'accroissement de l'effort de défense européen.

D'autres problèmes plus graves et plus vastes n'ont été qu'insuffisamment abordés et notamment le plus important : celui du déplacement de la menace soviétique ailleurs que dans la zone atlantique. Certes ce n'est pas un problème nouveau, mais il s'aggrave et il serait sage que les responsables de l'Alliance y apportent une solution.

La menace soviétique, au moyen d'une puissante marine, s'éxerce tout autant dans l'Océan Pacifique et dans l'Océan Indien que dans l'Océan Atlantique. La baie de Cam Ranh au Viet-Nam est un des points d'appui essentiels de cette flotte.

Cette menace s'exerce aussi en Afrique, riche en matières premières essentielles à l'Alliance Atlantique et au Moyen Orient, riche en pétrole.

C'est dire toute l'attention que l'Occident, visé par ces menaces, doit y apporter. Il doit faire front en coordonnant ses forces, comme il l'a fait dans la zone atlantique et en apportant une aide massive à ceux qui mênent le même combat que nous, c'est à dire aux maquisards d'Afghanistan, du Cambodge, d'Ethiopie, d'Angola etc ...

L'alliance a tlantique a préservé la paix et les valeurs de l'Occident depuis 33 ans. Elle mérite tout notre appui et l'associatiob atlantique, qui est son support dans l'opinion de nos pays, le mérite aussi.

Le siège de l'association internationale et celui de l'association française se trouvent l'un et l'autre 185 rue de la Pompe 75116 à Paris et le nouveau Secrétaire Général international est également français : c'est l'ambassadeur Jean Belliard.

Nous souhaitons qu'un grand nombre de destinataires de ce bulletin renforcent les effectifs de l'association française pour la Communauté atlantique (A.F.C.A.), dont le fondateur a été Georges BIDAULT.

CHEFS D'OEUVRE DE L'HOMME CHEFS D'OEUVRE DE LA NATURE

La délégation française à l'assemblée de l'association atlantique a fait l'an demier et cette année 2 voyages magnifiques.

L'an dernier, l'assemblée se tenant à Rome, la délégation a parcouru l'Italie centrale, où les chefs d'œuvre de l'homme abondent : à Florence, à Sienne, à Assise, à Ravenne on est constamment émerveillé. Comme vient de l'écrire André Frossard, dans un livre paru chez Robert Laffont : «Ravenne ? C'est le ciel sur la terre.» En effet rien ne peut surpasser la beauté des mosaïques de Ravenne.

Cette année la délégation française au Congrès de Toronto a admiré la ville au bord du lac Ontario, ses musées, ainsi que les merveilleuses chutes du Niagara. Elle a en outre passé une semaine dans la région des Canyons américains. Ici ce n'est pas l'homme c'est la nature qui s'est surpassée. Rien n'égale les perspectives du Grand Canyon ni les «cathé drales» naturelles du Bryce Canyon ce sont des chefs d'oeuvre de la nature.

VICTIMES DES BARBARES

LA CONFERENCE DE MR. SON SANN ANCIEN PREMIER MINISTRE DU CAMBODGE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Sans cesse nous parviennent de terribles nouvelles des pays soumis à la tyrannie communiste.

Tantôt c'est en Pologne où le Père Popiélusko a été massacré dans des conditions atroces.

Tantôt c'est en Afghanistan, où l'URSS poursuit une guerre barbare contre une population qui ne veut pas se soumettre à sa loi.

Tantôt c'est au large du Vietnam, où ceux qui ne peuvent supporter un régime inhumain continuent à fuir dans de petits bateaux. Tout dernièrement le «Chevalier Valbelle», porte-conteneurs français, est arrivé à HongKong avec 85 réfugiés vietnamiens à bord; la moitié d'entre eux étaient des femmes et des enfants; ils étaient en mer depuis 20 jours et le moteur de leur bateau était tombé en panne 5 jours après leur départ du Vietnam. On imagine leur calvaire. Encore sont-ils des privilégiés puisqu'ils ont été recueillis et que le gouvernement français a accepté de les recevoir. D'autres ne sont jamais recueillis et n'arrivent jamais nulle part. D'autres enfin - environ 10000 - ont bien été recueillis, mais ils attendent dans des camps à Hong Kong un pays d'accueil.

Une autre situation effroyable a été décrite par Mr Son Sann, ancien premier ministre du Cambodge et actuellement président du front national de libération du peuple Khmer.

Le 7 novembre à l'appel de Mr Georges Mesmin, député-maire du 16e arrondissement de Paris et président de l'association «Cambodge libre», une très nombreuse assistance remplissait totalement la salle de conférences de l'Assemblée Nationale.

Après un intéressant exposé historique de Mr Meillon, directeur de l'Institut de l'Asie du Sud Est, Mr Son Sann a décrit la méthode utilisée par les communistes vietnamiens pour détruire le

peuple cambodgien et prendre sa place. Cette méthode barbare rappelle celle utilisée par les Soviétiques en Ukraine et que nous avons déjà exposée dans ce bulletin. Elle consiste à pousser les populations dans les forêts et les montagnes incultes pour qu'elles meurent de faim. Pendant ce temps des colons sont amenés du Vietnam pour occuper les terres vidées de leurs habitants : 600.000 colons auraient déjà été installés sur les terres les plus riches du Cambodge, de chaque côté du Mékong et autour des Grands lacs, où se trouve en outre du poisson en abondance. Bien entendu toutes les récoltes et tout le poisson sont transportés au Vietnam.

Mais les envahisseurs vietnamiens utilisent des moyens encore plus raffinés pour parfaire leur conquête.

Il faut d'abord savoir que, s'il existe un gouvernement fantoche cambodgien, comme il existe un gouvernement fantoche en Afghanistan, en fait les Vietnamiens sont les maitres absolus à Phnom Penh, comme les Russes sont les maitres absolus à Kaboul.

L'armée vietnamienne d'occupation, forte de 180.000 hommes, occupe entièrement le pays et agit à sa guise. Les envahisseurs ont transporté au Vietnam non seulement les vivres, mais le matériel des usines, les véhicules et même les meubles des habitations.

Ils ont ooussé plus loin le raffinement et le cynisme en cherchant à détruire le peuple cambodgien dans son histoire et dans son âme. Sans pouvoir nous étendre longuement dans ce modeste bulletin, nous rappelons que le Cambodge fut un puissant empire, dont le déclin a commencé dès le 12e siècle de notre ère. Quand les français sont arrivés au 19e siècle le roi du Cambodge recevait sa couronne du roi de Siam et payait tribut au Vietnam. Ce sont les français qui ont restauré les ruines d'Angkor, capitale

de l'ancien Cambodge. Maintenant les Vietnamiens s'appliquent à détruire les sculptures et les bas-reliefs des temples d'Angkor, reconstitués par les savants et les archéologues français. Il est bon que les lecteurs de ce bulletin, quels qu'ils soient, le sachent, car les temples d'Angkor appartiennent au patrimoine de l'humanité tout entière.

Le vietnamisation du Cambodge se poursuit dans d'autres domaines, par exemple par l'enseignement obligatoire de la langue vietnamienne et par les mariages mixtes.

Bientôt, ont pensé les colonisateurs, on ne parlera plus du Cambodge. Mais c'était sans compter sans la résistance de tout un peuple. Résistance passive d'abord, résistance armée maintenant. «Nous ne manquons pas d'hommes, dit Mr Son Sann. Nous manquons seulement d'armes».

Pas un seul membre de notre amicale, pas un seul destinataire de ce bulletin ne peut rester sourd à un tel appel.

La force du communisme, qui veut détruire les valeurs de l'Occident, n'est faite que de notre indifférence ou pour mieux dire de notre lâcheté. Si un réveil se produit, si chacun s'y emploie, le communisme reculera. Il reculera au Cambodge, il reculera en Afghanistan, en Angola, en Ethiopie et ailleurs, partout où se trouvent des maquisards qui luttent héroïquement et que nous devons aider de toutes nos forces, notamment en armes : notre idéal et notre intérêt sont en jeu. «Quand vous parlez de nous, vous faites reculer les murs de nos prisons», a dit Mr Prokhorov au Congrès de Toulouse. C'est vrai, mais cela ne suffit pas. Pour accomplir vraiment notre mission, nous devons abattre les murs de ces prisons : nous le pouvons si nous le voulons.

LE REAGANISME

L'ampleur du succès de Ronald Reagan a pu surprendre. Il est du à plusieurs causes. D'abord à un réveil de la fierté du peuple américain, qui avait très mal pris l'échec subi au Vietnam, ainsi que d'autres manifestations de faiblesse, comme la prise d'otages prolongée pendant toute une année à l'ambassade des Etats Unis à Téhéran. Aussi a-t-il salué avec enthousiasme la vigueur de la riposte à la tentative de de mainmise soviétique dans l'ile de la Grenade.

Toute autre riposte analogue aurait le même succès auprès du peuple américain.

Il y a d'autre part dans le succès de Reagan une manifestation de confiance dans les vertus de la libre entreprise et il y a enfin un regain de faveur pour les valeurs traditionnelles, moquées par une certaine intelligentsia de gauche, aux Etats-Unis comme en France.

Les Américains croient de nouveau qu'il existe un bien et un mal, qu'il faut favoriser le bien et combattre le mal.

Puisse cette tendance traverser l'Atlantique et parvenir jusqu'ici!

MAURICE-RENE SIMONNET AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Nous avons appris avec grand plaisir l'entrée de notre ami au Conseil Constitutionnel, où il rejoint Robert LECOURT.

Agrégé de droit public, il ne manquera pas d'occasions d'exercer ses talents dans la conjoncture actuelle.

Il est inutile de rappeler en détail sa carrière politique, que tous les membres de notre amicale connaissent. Député, ministre, secrétaire général du M.R.P., il a été en demier lieu député au Parlement européen.

Il est toute fois un fait peu connu dont nous désirons faire part à nos lecteurs : il a été révélé tout récemment au Congrès National du C.D.S. à Toulouse par Jean-François MICHEL, maire de Vernoux en Vivarais. C'est dans cette petite commune de l'Ardèche qu'André COLIN et Maurice-René SIMONNET se rencontraient pendant la guerre pour jeter les bases du futur M.R.P.

SOCIETE D'ENCOURAGEMENT AU BIEN & ACTSON POUR LA DSGNSTE HUMASNE

Ces deux associations méritent l'attention des membres de notre amicale. L'une et l'autre luttent pour la défense des valeurs qui nous sont chères.

La première est présidée par Alain Poher. Dans son comité d'honneur figurent notamment le professeur Jean Bernard, le professeur Louis Leprince-Ringuet et le pasteur Le Gravière; autrefois Louis Pasteur et Raymond Poincaré en ont fait partie.

La seconde est présidée par Madame de Lipkovski. Jean Coville et Jean Scelles font partie du Bureau.

La société d'encouragement au bien, dont le siège est 7 rue Guy Patin, 75010 Paris, s'efforce de faire connaître d'honorer et d'encourager tout ce qui se fait de courageux, de généreux et d'utile, à l'inverse des moyens d'information qui donnent la vedette à tout ce qui se fait de nuisible, de répugnant et de criminel.

L'action pour la dignité humaine, dont le siège est 28 Place St Georges 75009 Paris, lutte y compris par des actions en justice contre la prostitution des mineurs et principalement des enfants et contre toutes les atteintes à la dignité humaine dans la presse, dans la publicité au cinéma etc ...

Nous vous demandons d'adhérer en grand nombre à ces associations pour renforcer leur influence en un temps où elle s'avère des plus nécessaires.

EST-OUEST OU NORD-SUD

Sans hésiter la France doit choisir l'axe Nord-Sud.

Nous devons avoir le minimum de rapports politiques, économiques ou autres avec l'Est, c'est à dire avec ceux qui veulent nous détruire et surtout pas de rapports qui leur soient avantageux.

Par contre nous devons avoir le maximum de rapports de toutes natures avec le Sud, c'est à dire avec ceux qui attendent notre aide pour sortir du sous-développement.

C'est une politique conforme à la fois à notre éthique et à notre intérêt.

Comment des hommes capables d'aller dans la Lune ne seraient-ils pas capables de transférer à ceux qui ont faim leurs surplus alimentaires?

C'est une des tâches prioritaires auxquelles doivent s'attacher les hommes

et les femmes fidèles à notre tradition.

Il ne pourra s'agir au moins au début d'opérations «rentables». Mais la destruction d'aliments ou la limitation de leur production n'est pas non plus rentable et elle est une insulte à la misère des affamés.

Ces dons en nourriture et en biens utiles doivent s'accompagner d'efforts éducatifs, qui permettront aux peuples en retard ou vivant dans des régions particulièrement hostiles de combler ce retard et de vaincre ces conditions hostiles.

«Si tu me donnes un poisson, dit un proverbe chinois, j'aurai à manger un seul jour, si tu m'apprends à pêcher, j'aurai à manger pour toujours».

"L'Eglise et les ouvriers en France (1840-1940)"

par Pierre PIERRARD (HACHETTE)

Georges VERPRAET

Auteur d'une véritable somme de 600 pages retraçant un siècle de catholicisme social jusqu'à la dernière guerre mondiale, Pierre Pierrard reçut le 21 juin dernier, sous les lambris dorés des salons Boffrand du Petit-Luxembourg, le «Grand Prix catholique de littérature 1984», des mains de notre éminent ami Maurice Schumann, en présence d'Alain Poher.

Cette nouvelle récompense qui s'ajoute à d'autres - plusieurs fois lauréat de l'Académie, de l'Institut, de la ville de Lille - couronne une oeuvre considérable (25 ouvrages) poursuivie dans deux directions selon les racines géographiques et spirituelles de Pierre Pierrard. D'une part, l'histoire du Nord de la France et particulièrement de l'agglomération de Lille, avec une vingtaine de livres. A commencer par les deux thèses que ce docteur es lettres, enfant de Roubaix, prépara aux facultés catholiques de Lille : «La vie ouvrière à Lille sous le second Empire» (Bloud et Gay) et «Chansons en patois de Lille sous le second Empire». D'autre part, l'histoire religieuse et sociale des Chrétiens : «Histoire de l'Eglise catholique» (Desclée), «Le Prêtre français» (Desclée), «Les Papes et la France» (Fayard), «1848, les Pauvres, l'Evangile et la Révolution» (Desclée), «Juifs et catholiques français» (Fayard) et bientôt «La vie quotidienne du prêtre français au XIXe» (Hachette).

Parallèlement, cet écrivain sexagenaire mène une triple carrière dans l'enseignement supérieur libre (professeur d'histoire contemporaine à l'Institut catholique de Paris et à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille); dans l'édition (directeur du service historique à la Librairie Larousse, après Bloud et Gay); de chroniqueur intermittent à «La Croix» et «Nord-Eclair», tout en présidant deux associations : «Rosati de France» et «Rencontre Chrétiens-Juifs».

Nourri de faits et de noms, appuyé sur une documentation de première main son dernier-né «L'Eglise et les ouvriers en France (1840-1940), - dresse un constat lucide et pénible sur : l'indifférence religieuse des ouvriers. Scrupuleux, il retrace tour à tour l'amorce et l'échec d'un socialisme chrétien (1840-1849), l'âge d'or du patronage contre-révolutionnaire (1849-1860), la montée de l'anticléricalisme populaire (1860-1871), la Commune de Paris et l'Ordre moral (1871-1879), la contre-Eglise socialiste (1872-1891),l'encyclique Novarum» et sa postérité (1891-1914), l'anticléricalisme militant (1891-1914) jusqu'à la fratemité des tranchées, pour s'interroger prudemment en conclusion : L'Eglise toujours suspecte ?»,

Sur l'entre-deux guerres, Pierre Pierrard souligne l'héritage du «Sillon» de Marc Sangnier et du P.D.P. fondé en 1924 avec pour organe «Le Petit démocrate» dirigé par Robert Cornilleau et qui joua un rôle parlementaire non néligéable (14 députés en 1924, 19 en 1928, 17 en 1932, 13 en 1936).

Il montrele rôle influent de journaux aussi vigoureux que l'hebdomadaire «La Vie catholique»lancé dès 1924 par Francisque Gay qui s'oppose à «L'Action française» et qui met en place «Les Nouvelles équipes françaises» issues des «Amis de L'aube»; ou de périodiques de qualité comme «Politique» (1927), «La vie intellectuelle» (1931), «L'aube» et «Esprit» (1932), «Sept» (1934), «Temps présent» (1937), «La Chronique sociale de France» (1919 à Lyon) ou les publica-

tions lancées par la jeune équipe de Jésuites de «L'action populaire» de Vanves ; «Les dossiers de l'action populaire» (1926), «Les Cahiers de l'action religieuse et sociale» (1936), «Le Peuple de France» (1940)

Dans les années qui précèdent la Seconde guerre mondiale et la Résistance, le catholicisme français connaît une nouvelle Pentecôte, face à la montée du nazisme, de la guerre l'Espagne (Guernica, Palma), de la guerre d'Ethiopie, sous la conduite de quelques écrivains et journalistes catholiques de renom et de talent qui prennent de courageuses positions et qui ont nom: Mauriac, Bidault, Mounier, Bemanos, Bome, Maritain, Fumet, Madaule, Izard, Folliet, Gonin' Garric ou Joseph Cardijn (1882-1967), fondateur de la JOC.

Cet entre-deux guerres marque aussi la floraison d'une nouvelle génération de prêtres sociaux dominée par les hautes silhouettes de l'abbé Jules Lemire (élu député en 1893 et mort en 1928), l'abbé Jean Violet (1875-1956), l'abbé Remilleux (1882-1949), Mgr Paul Six et le Cardinal Achille Lienart à Lille, ainsi que de l'Institut du Prado à Lyon dont le supérieur, le P. Anizan (1853-1928), fut le fondateur des Fils de la Charité.

Dans ce monde déchristianisé, on en revient toujours au petit livre-choc d'un prêtre insolite, l'abbé Godin : «France, pays de mission ?» (1943). On voit aussi éclore la CFTC de Jules Zirnheld et Gaston Tessier ou encore l'U.F.C.S. d'Andrée Butillard, l'ACJF de Charles Flory, les Equipes sociales de Robert Garric. La lente germination de l'entredeux guerres est loin d'être achevée, même en 1984.

LE SURSAUT

par André Monteil Ancien Ministre Me permettra-t-on un aveu ? Avec beaucoup d'amis d'Israël, j'ai éprouvé une sorte de malaise pendant les trop longues semaines qui ont suivi la dernière consultation électorale.

Il ne nous appartient pas de nous mêler de la politique intérieure d'un pays ami : l'idée que nous nous faisons d'Israël, de son message, de sa mission, dépasse infiniment les querelles de personnes et de partis. Mais enfin, face aux menaces de ses adversaires et devant le mur d'incompréhension et d'ingratitude qu'il rencontre chez ses prétendus alliés, il faut reconnaître que la déstabilisation de l'Etat, l'exaspération des divisions partisanes, l'impuissance à constituer un gouvernement fort, provoquaient des inquiétudes, sinon des angoisses bien audelà des frontières de l'Etat juif.

Dieu soit loué, au moment où j'écris ces lignes, le jour de Roch Hachana, nous voici rassurés. Une fois de plus, Israél a surmonté sa crise intérieure, et d'une façon qui a surpris le monde. Les esprits chagrins insisteront sur la bizarrerie de la solution mise en oeuvre par la subtilité inventive des Israéliens : un gouvernement d'union nationale, mais fort différent des modèles connus, puisqu'il y aura alternance dans les fonctions de Premier Ministre au cours de deux périodes de temps égales : Shimon Peres, puis Itzhak Shamir.

J'ai l'honneur de bien les connaître l'un et l'autre et j'ose me prévaloir de leur amitié. Leur intelligence, leur sens de l'Etat, leur ferveur sioniste sont les garants que, sous leur direction conjointe, Israël continuera à progresser dans tous les domaines et à rechercher les chemins de la paix.

Il leur faudra beaucoup de constance et de résolution, car les problèmes actuels d'Israël sont rudes : redressement de la situation financière, amélioration du courant migratoire et, surtout, règlement convenable de l'affaire libanaise.

Il est évident que l'ampleur de la tâche requiert, dans tous le pays, un large consensus. Les sacrifices qui attendent les Israéliens, les désillusions des uns, les rancœurs des autres, ne sauraient être surmontés par un gouvernement reposant sur une assise majoritaire faible, à plus forte maison par une coalition minoritaire. Les Israéliens ont, naguère, manifesté leur unité dans les épreuves de la guerre : ils ne pourront gagner les combats de la paix que dans l'unité. Aujourd'hui, le salut c'est le gouvernement d'unité nationale.

Nous sera-t-il permis, en conclusion, de souhaiter que ce gouvernement réfléchisse sur les moyens d'écarter, à l'avenir, les difficultés qu'Israël vient de connaître dans le fonctionnement de son régime démocratique. Il est bel et bon de vouloir obtenir à la Knesseth une image aussi parfaite que possible de la diversité israélienne, grâce à un système de proportionnelle tellement intégrale qu'elle en devient caricaturale.

Mais, à ce jeu, on risque de privilégier les groupuscules les plus minoritaires au détriment des grands courants majoritaires et d'en faire les arbitres de la vie publique. On risque surtout d'être mis dans l'incapacité de gouverner. A l'heure où, en France, il est question de tempérer le système majoritaire par un peu de proportionnelle, peut-être serait-il sage qu'en Israël, on tempérât le système proportionnel par un peu d'ingrédient majoritaire.

(article paru dans «France-Israël information»)